



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

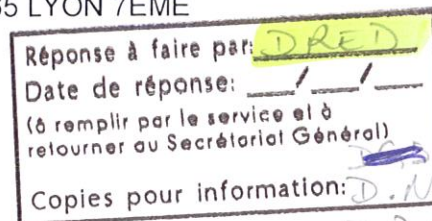


DIRECTION GENERALE
ADJOINTE A L'ÉCONOMIE, A
LA FORMATION, A
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET A L'INNOVATION

Département de Gestion
Financière DGA 3

Votre interlocuteur :
Philippe CRAPET
Assistant(e) de gestion
Tél : 04 26 73 44 04
Courriel : philippe.crapet@hotmail.fr

Madame Nathalie DOMPNIER
Présidente
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
86 rue Pasteur
69365 LYON 7EME



Le Conseil régional, le **23 MAI 2018**

Madame la Présidente,

La Commission permanente a décidé de répondre favorablement à votre demande de soutien dans le cadre de l'opération :

**Soutiens aux Coopérations Universitaires et Scientifiques à l'International -
SCUSI 2017- Subventions 2018 2^{ème} année**

Vous trouverez ci-joint une convention de subvention qui vous précise les conditions dans lesquelles cette aide vous sera versée. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous en retourner un exemplaire dûment signé, accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

Le Département de Gestion Financière reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Vous remerciant pour votre engagement au service de notre territoire, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de nos salutations sincères et dévouées.

Par délégation du Président,

La Direction des Finances

Rachid ZARROURI
Responsable de Département de
Gestion Financière



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES**

*DIRECTION DES FINANCES
Département de Gestion Financière DGA 3
Site de Lyon*

Votre interlocuteur :
Philippe CRAPET
Assistant(e) de gestion
Courriel : philippe.crapet@auvergnerhonealpes.fr
Tél : 04 26 73 44 04

Références internes à communiquer systématiquement :

Dossier : cf. annexe - 40893

Programme : P010

Bénéficiaire : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Opération : P010O003

Imputation : 932 23 65738

Centre de Responsabilité GDA : ENS (site Lyon)

**CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION
AVEC AUTORISATION DE REVERSEMENT
SOUTIEN AUX
COOPERATIONS UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES**

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment le chapitre III du titre Ier,
- VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- VU la délibération n° 16.00.06 du conseil régional du 4 janvier 2016 portant délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente,
- VU la délibération n° 856 du conseil régional du 22 septembre 2016 approuvant le règlement des subventions,
- VU la délibération n°43 de la commission permanente du conseil régional du 9 février 2017, relative aux dispositifs pour la mise en œuvre du Schéma Régional pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation (SRESRI), et notamment le règlement Soutien aux Coopération Universitaires et Scientifiques Internationales,
- VU la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 29/03/2018, relative au programme suivant : Aide aux étudiants et développement international,
- VU le dossier de demande de financement déposé par le bénéficiaire suivant : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 déclaré complet le 05/05/2017,

ENTRE

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, sise 1 esplanade François Mitterrand à Lyon (Rhône), représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional, ci-après désignée « la Région »

ET

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
représentée par Madame Nathalie DOMPNIER
N° SIRET : 19691775100014
ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Auvergne-Rhône-Alpes prend acte de la compétence de la structure bénéficiaire. La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

Le bénéficiaire s'engage, **à son initiative et sous sa responsabilité** à réaliser les projets inscrits dans le cadre de l'appel à projets **Soutien aux coopérations universitaires et scientifiques internationales 2017**, au titre de l'année universitaire 2018-2019, tels que mentionnés dans l'annexe ci-jointe et au financement desquels la Région participe.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

ARTICLE 2 : COMMUNICATION ET MENTION DE L'AIDE REGIONALE

Le bénéficiaire de subventions régionales a l'obligation de communiquer sur l'existence du financement régional auprès des destinataires finaux et auprès du grand public. Cette obligation de publicité est indispensable pour faire connaître l'implication en proximité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans la vie quotidienne des habitants.

L'aide financière régionale doit ainsi être mentionnée selon des modalités précisées dans l'annexe à la présente convention et adaptées à la nature du projet subventionné.

Le bénéficiaire doit justifier du respect de cette obligation, la Région se réservant le droit de le contrôler en cours de projet ou a posteriori. Le non-respect de cette obligation pourra suspendre le versement de la subvention.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Dans le cadre du **Soutien aux Coopérations Universitaires et Scientifiques Internationales 2017**, et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, la Région a attribué à l'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 (69),

Une subvention forfaitaire de ***fonctionnement et d'investissement*** d'un montant maximal de **35 000.00 € en fonctionnement et 10 000.00 € en investissement**.

La répartition des subventions forfaitaires par projet, mentionnant le cas échéant, les dépenses non retenues par la Commission permanente, est présentée dans le tableau annexé à la présente convention.

La dépense éligible constitue l'ensemble des dépenses liées au projet, retenues par la Région, devant être payées et justifiées par le bénéficiaire. Elles devront être identifiables et contrôlables.

Le détail de la dépense éligible est précisé en annexe.

Pour obtenir le versement intégral de la subvention, le bénéficiaire doit justifier de dépenses à hauteur du montant du forfait. Si la dépense justifiée n'atteint pas ce montant, la subvention versée correspondra au total des dépenses réellement justifiées.

Le montant de la subvention n'est pas révisable à la hausse, même si le total des dépenses réellement justifiées dépasse le coût prévisionnel du projet.

Le montant de la subvention est calculé sur la base de dépenses HT ou TTC telles que mentionnées dans l'annexe ci-jointe, en fonction des informations transmises par le bénéficiaire. Si le régime de TVA appliqué à tout ou partie des dépenses subventionnables évoluait, l'assiette retenue pour le calcul de la subvention serait révisée.

Les coûts à prendre en considération comprennent exclusivement des coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet ou de l'action. Ils doivent être liés à l'objet du projet ou de l'action, nécessaires à sa réalisation, raisonnables selon le principe de bonne gestion, engendrés pendant le temps de sa réalisation, dépensés par le demandeur et identifiables et contrôlables.

Sont exclus des dépenses éligibles :

Certaines dépenses de personnel clairement affectées au projet peuvent être prises en compte, c'est le cas notamment pour les vacances, les rémunérations de personnels contractuels (CDD) sur ressources propres de l'établissement, prévues dans le projet déposé par l'établissement, sauf si ces dépenses ont été exclues de la subvention par la Commission permanente (cf. tableau annexé à la présente convention). Sont exclues les rémunérations des personnels permanents de l'établissement qui constituent des frais fixes pour celui-ci.

- Le financement de matériel de bureau et informatique standard (sauf mention contraire dans l'annexe de la délibération),
- Le versement d'Allocations Doctorales de Recherche (ADR),
- Les décharges d'enseignement,
- Les frais financiers et judiciaires, les frais de gestion du projet (hors per diem), la charge de la dette, les impôts et taxes, les provisions et dotations aux amortissements, le travail effectué par les bénévoles (à l'exception des frais engagés pour la réalisation de l'opération ou du projet subventionné(e)).

Tout changement dans la nature des dépenses des projets doit être signalé préalablement et expressément à la Région, notamment toute modification dans le statut et le rôle d'un intervenant au projet.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le concours financier de la Région par tous moyens appropriés à la nature de l'objet subventionné conformément à l'annexe et à adresser à la Région les documents de nature à attester du respect de cette obligation.

Ces documents devront être produits au plus tard au moment de la demande du premier acompte ou en l'absence d'acompte, au moment de la demande de solde de la subvention et en conditionneront le versement. Ces pièces seront conservées sous la responsabilité de la Région Auvergne Rhône-Alpes et ne seront pas transmises au comptable public.

La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Le versement de la subvention de la Région sera effectué par virement de compte à compte. Un RIB valide doit impérativement être transmis avec la première demande de paiement. A chaque modification des coordonnées bancaires, un nouveau RIB doit être produit pour permettre le virement.

Le bénéficiaire dispose d'une enveloppe financière versée par la Région.

Pour les subventions de fonctionnement, le reversement de tout ou partie de la subvention à des établissements partenaires est autorisé à condition que celui-ci soit expressément prévu pour le projet considéré.

Si la dépense est inférieure au montant du forfait, le montant de la subvention correspond au maximum au total des dépenses réellement justifiées.

Chaque subvention sera mandatée sur demande écrite du bénéficiaire, rappelant le numéro de la subvention concernée, selon les modalités suivantes :

Pour les opérations de fonctionnement :

- ✓ Une **avance de 30 %** après réception :
 - d'un **budget prévisionnel** de l'opération financée, actualisé, équilibré et signé par un représentant qualifié de l'établissement ; pour les projets pour lesquels est prévue une autorisation de reversement, ce dernier devra apparaître dans le budget prévisionnel.
 - d'une pièce permettant de constater le **commencement de l'opération**.
- ✓ Le **solde** après réception :
 - d'un **état récapitulatif détaillé des dépenses** réalisées, établi selon le **modèle joint en annexe et certifié en original** par le comptable public (signature identifiable) ou l'expert-comptable agréé (qu'il soit commissaire aux comptes ou non).
 - d'une **pièce répondant à l'obligation de publicité** ;
 - d'un **rapport technique final** (selon modèle joint en annexe) précisant les conditions d'exécution de l'opération et les conclusions à en tirer, visé en original par le responsable de l'établissement ; cette pièce restera sous la responsabilité de la Région et ne sera pas transmise à la Paierie régionale ;
 - d'un **bilan financier définitif et détaillé** faisant apparaître le montant de la subvention accordée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l'apport de l'établissement et les autres apports, visé en original par le responsable de l'établissement ; cette pièce restera sous la responsabilité de la Région et ne sera pas transmise à la Paierie régionale.

Pour les opérations d'investissement :

- ✓ Une **avance de 30 %** après réception :
 - d'un justificatif d'engagement de la dépense (copie du devis accepté ou du bon de commande détaillé).
 - d'un **budget prévisionnel** de l'opération financée, actualisé, équilibré et signé par un représentant qualifié de l'établissement ; pour les projets pour lesquels est prévue une autorisation de reversement, ce dernier devra apparaître dans le budget prévisionnel.
- ✓ Le **solde** après réception :
 - d'un **état récapitulatif détaillé des dépenses** réalisées, établi selon le **modèle joint en annexe et certifié en original** par le comptable public (signature identifiable) ou l'expert-comptable agréé (qu'il soit commissaire aux comptes ou non).
 - d'une **pièce répondant à l'obligation de publicité** ;
 - d'un **rapport technique final** (selon modèle joint en annexe) précisant les conditions d'exécution de l'opération et les conclusions à en tirer, visé en original par le responsable de l'établissement ; cette pièce restera sous la responsabilité de la Région et ne sera pas transmise à la Paierie régionale ;

- d'un **bilan financier définitif et détaillé** faisant apparaître le montant de la subvention accordée par la Région Auvergne Rhône-Alpes, l'apport de l'établissement et les autres apports, visé en original par le responsable de l'établissement ; cette pièce restera sous la responsabilité de la Région et ne sera pas transmise à la Paierie régionale.

La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

ARTICLE 5 : DELAIS

Le projet pour lequel une subvention régionale est attribuée doit être effectivement justifié dans des délais fixés par la Région.

Les dépenses rattachées au projet sont éligibles si elles sont payées par le bénéficiaire **entre le 29 mars 2018 et le 31 décembre 2019**.

La Région doit avoir reçu de la part du bénéficiaire l'ensemble des justificatifs permettant le **mandatement du solde** de l'opération dans un délai de **24 mois** à compter de la délibération pour les opérations en fonctionnement et en investissement, soit au plus tard **le 29/03/2020** (date de réception à la Région).

A l'expiration de ces délais, la caducité de la subvention sera confirmée au bénéficiaire. **Une procédure de reversement sera engagée pour les sommes déjà versées et non justifiées.**

Par ailleurs, en vertu de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription de créances, tout ou partie de la subvention pourra ne pas être versé au bénéficiaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- gérer avec rigueur et dans le respect des lois et règlements en vigueur les fonds qui lui sont attribués ;
- utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, tel que défini à l'article 1, et garantir une destination conforme à son objet social et à ses statuts, ou à ses compétences statutaires ;
- permettre et faciliter à tout moment la vérification sur pièces et sur place, par la Région ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée à cet effet, de l'application de la convention et de la bonne utilisation des fonds versés, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- pour les établissements privés à transmettre :
 - Un compte-rendu financier, s'il n'a pas déjà été produit pour obtenir le solde de la subvention (article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et arrêté ministériel du 11 octobre 2006) ; ce document doit attester de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention et faire apparaître l'ensemble des charges et produits affectés à la réalisation du projet ainsi que les écarts entre le budget prévisionnel et les dépenses effectivement réalisées. Il doit être transmis dans un délai de 6 mois à compter du versement du solde. En cas de non production du compte-rendu financier, une nouvelle demande de subvention portant sur le même objet ne sera pas instruite.
 - Une copie certifiée des comptes annuels (article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales), en général bilan, compte de résultat et annexe, de chaque exercice pendant la durée de la convention. Ces documents doivent être transmis dans les six mois suivant la clôture de tous les exercices concernés par le versement de la subvention (avance, acompte ou solde).

- répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la subvention ;
- porter à la connaissance de la Région tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement ;
- informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération subventionnée ; toute modification, si elle est acceptée par la Région, fera l'objet d'un avenant à la présente convention ;
- en cas de litige, apporter la preuve qu'il a tout mis en œuvre pour que la Région reçoive les pièces justificatives au plus tard à la date limite précisée dans cette convention ;
- signer la convention, le versement de la subvention étant subordonné à cette condition.

ARTICLE 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La subvention devra être restituée, en tout ou partie, à la Région en cas de résiliation de la présente convention par la Région prévue à l'article 10.2, et dans les cas suivants :

- les obligations prévues dans la présente convention, et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire, n'ont pas été respectées ;
- l'utilisation de la subvention octroyée est différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention, ou le tiers ayant perçu la subvention régionale n'est pas le bénéficiaire cité dans la présente convention ;
- toutes les sommes versées par la Région n'ont pas fait l'objet de justificatifs ;
- l'équipement subventionné ne reste pas la propriété du bénéficiaire pendant la durée de son amortissement. Le cas échéant, la subvention sera restituée au prorata de la durée de l'équipement restant à amortir ;
- l'usage de l'équipement subventionné n'est pas conforme à celui pour lequel il a été financé par la Région ;
- l'ensemble des subventions publiques perçues excède les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération subventionnée ;
- la dissolution de l'organisme bénéficiaire qui entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation de l'action subventionnée.

ARTICLE 8 : ARCHIVAGE ET DUREE DE CONSERVATION DES DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique le dossier technique, financier et administratif de l'opération pendant une période de dix ans à compter de la date d'attribution de la subvention.

A défaut le bénéficiaire s'expose au risque de devoir restituer la subvention perçue.

ARTICLE 9 : LUTTE ANTIFRAUDE

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne

9.1 Conflit d'intérêts

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

9.2 Fraude

Est considéré comme une fraude, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- l'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- la non-divulgaration d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour laquelle ils ont été initialement accordés.

9.3 Corruption

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. L'infraction a une double portée puisqu'elle recouvre l'existence d'un corrompu et d'un corrupteur.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la Région.

ARTICLE 10 : RELATIONS ENTRE LA REGION ET L'ORGANISME BENEFICIAIRE

10.1 Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les parties. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la date de paiement du solde de la subvention.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle s'imposent au-delà de la durée de la convention.

10.2 Résiliation de la convention

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En outre, la convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par la Région par notification écrite : en cas de force majeure, pour tout motif d'intérêt général, en cas d'abandon du projet, objet de la convention, notifié par le bénéficiaire à la Région, ou de changement du porteur de projet.

La convention pourra également être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention régionale.

10.3 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant délibéré dont la signature devra être autorisée par le Conseil régional ou la Commission permanente si elle en a reçu délégation.

10.4 Règlement des litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait au Conseil régional, le **23 MAI 2018**

Pour le bénéficiaire
(Nom et signature identifiables)

Pour le président et par délégation
La Direction des Finances,



Rachid ZARROURI

Responsable de Département de Gestion
Financière

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Dossiers en HT

Subvention	Partenaire à l'étranger	Laboratoire en Auvergne-Rhône-Alpes	Objet de la subvention	Mt. demandé en fonctionnement	Mt. demandé en investissement	Proposition 2018 Fonctionnement	Proposition 2018 Investissement	Mt. Proposé en fonctionnement pour la durée totale du projet	Mt. proposé en investissement pour la durée totale du projet
17 009386 03-04	UNIVERSITE DE MONTREAL - MONTREAL - CANADA	Laboratoire Education, Cultures, Politiques (ECP)	Programmation du Robot à l'Ecole Primaire : PREP	39 453 €	24 900 €	10 000 €	10 000 €	30 000 €	20 000 €
Total UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 en Euros (HT) :						10 000 €	10 000 €	30 000 €	20 000 €

Dossiers en TTC

Subvention	Partenaire à l'étranger	Laboratoire en Auvergne-Rhône-Alpes	Objet de la subvention	Mt. demandé en fonctionnement	Mt. demandé en investissement	Proposition 2018 Fonctionnement	Proposition 2018 Investissement	Mt. Proposé en fonctionnement pour la durée totale du projet	Mt. proposé en investissement pour la durée totale du projet
17 009389 02	Goethe Universität de Francfort - FRANCFORT - ALLEMAGNE	Service des relations internationales	Développement des partenariats avec l'université de Francfort, Bergame et Barcelone dans le cadre du Programme MINERVE	60 000 €	0 €	15 000 €	0 €	45 000 €	0 €
17 009387 02	Université de Pittsburgh - ÉTATS UNIS	LESIA	Le cinéma et les arts. Echanges Pittsburgh/Lyon 2	40 000 €	0 €	10 000 €	0 €	20 000 €	0 €
Total UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 en Euros (TTC) :						25 000 €	0 €	65 000 €	0 €

Total général UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 en Euros : 35 000 € 10 000 €

